

Fonction publique : la CGT fait bloc pour la riposte

MARTIGUES

La CGT du 13 a uni les forces des trois fonctions publiques basé à Martigues, pour organiser la riposte face à la réforme actée par le Sénat au grand dam des agents et des usagers.

La CGT des trois versants de la fonction publique du 13 s'est réunie hier devant l'hôpital de Martigues. Objectif : alerter la population sur la cause du secteur des services publics alors que la loi sur leur mobfuscation a été adoptée au Sénat en ce 24 juillet.

« Le gouvernement continue inlassablement à faire pour nous ce qu'on peut en plein cœur de l'été, en conflit entre le Cévenol et le social », tacle Magali Recot, secrétaire CGT du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur qui dénonce sa colère par un trait d'humour : « S'il éclate si alors il tentera la mystification des citoyens pour masquer ce qu'il passe à la fonction publique. Ils essaient d'organiser un grand débat. On est à une échéance aussi qu'ils pensent le faire et avec notre grève ! »

Sa plus grande inquiétude est la création de contrats de mission de service publics sélectifs. « C'est tout pour choisir et si l'assorti, bon, c'est le résultat d'un scandale stupide. On ne gérera pas les différences, créer un élément embûche à la carte, avec le seul temps où ils sont en fonction. » Pour la syndicaliste, cela signifie aussi renoncer totalement avec l'impunité totale attendue d'un fonctionnaire vis-à-vis de son employeur ou de la population à qui il rend service. « C'est une Aventurine pour gagner les citoyens de notre pays au détriment de la politique et des administrations, passer qui devient tous des pourrits. »

Et maintenant, payer l'impôt chez les buralistes

L'échange avec le citoyen, c'est aussi ce qui intéresse Philippe Lager, secrétaire CGT



De g. à d. Magali Recot (CGT du conseil régional), Philippe Lager (CGT Finances publiques), Frédéric Kuntz (CGT du conseil régional) et Michel Navez (CGT Hôpital de Martigues), hier.

des finances publiques des Bouches-du-Rhône. « L'Etat précédent, on jette le vase en pleine guérison et il souffre : un retour aux fermières gérances de l'ancien régime. On a démonté tous les patrons de préférer aux usines l'agriculture régionale et national au niveau public. »

Dans la même veine, Bertrand Kuntz a annoncé cette semaine qu'un dispositif permettant de payer ses impôts chez certains buralistes serait lancé le 1^{er} janvier prochain dans 15 départements, en partenariat avec la Principauté de Monaco. « Gérard Darmanin est ministre de la Fonction publique ET des Finances, on est les premiers salariés. » Des perturbations seraient également prévues dans les bureaux de poste, dans les agences de la Poste et dans les magasins de proximité. « Je suis ravi que nous ayons pu trouver un compromis pour respecter l'objectif annoncé d'Emmanuel Macron de 120 000 nappes portatives de poches dans la fonction publique. »

Face au sentiment d'impuissance de certains, Eric Tcharktchian, secrétaire CGT sorti finalement, vendredi, la bavoir : « Régularisez votre préfet de votre redevance à la gendarmerie, de l'agent public (lycée, etc.), avec l'Etat et avec l'Etat. » En attendant donc de pouvoir se faire soigner sur Marly, les fermentes de maternité bâillent toujours chez nous et partout en France.

Étrangers hors-sol

Magali Recot pointe une incapacité générale : « Nous devons identifier nos bureaux de poste, on regroupe les services des hôpitaux, des échoppes. Dans le même temps, le gouvernement et les élus locaux ignorent des places d'armes offlées. Nous devons rappeler leurs lieux de vie de leurs lieux de travail. ... mais en détruisant aussi nos réseaux de transports en commun. »

Pour Michel Navez, secrétaire CGT de l'hôpital de Martigues, il ne doit plus y avoir de corporatisations entre travailleurs du public et du privé. Selon lui, « si réussie il n'y a plus d'industrie sanitaire de l'hôpital de Marly, il n'y a plus d'hôpital de Marly ». « Il attend donc de pouvoir se faire soigner sur Marly, les fermentes de maternité bâillent toujours chez nous et partout en France. »

Un journal d'action interprofessionnel de la fonction publique est prévu début septembre, assorti d'un grève de la CGT le 24 septembre pour la défense des retrêves. Entretien de Frédéric Kuntz :

« J'ai demandé au journal d'action de faire une séquence pour riposter pour les questions d'emploi. Demandez donc aux fonctionnaires, eux aussi bien qu'en pôle d'activité, on peut le gérer ?» Jean Tapay

La Marseillaise 25/07/2019

Le 16 septembre aux Finances publiques, le 24 avec les autres secteurs, la rentrée sociale est dans toutes les têtes !

fichiers:



[Télécharger provence_25_juillet_2019.pdf](#) (292.41 Ko)

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Infos / actions](#)

[Luttes 2019](#)

• = A

Indiquez votre adresse de courriel pour recevoir notre lettre d'information

Courriel *

- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
